

Dit contract wordt opgesteld in evenveel exemplaren als er contract ondertekenende partijen zijn, waarbij elke partij erkent er één origineel exemplaar van gekregen te hebben.

(verplicht opschrijven: Gelezen en goedgekeurd)

Handtekeningen van de partijen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 waarbij door het Waalse Gewest een tegemoetkoming aan de rechtspersonen wordt verleend met het oog op de oprichting van woningen van openbaar nut.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42072]

### 10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 1<sup>er</sup>, 29<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, c), alinéa 1<sup>er</sup>, 62, § 2, 63, 68, 96, alinéa 1<sup>er</sup>, 135 et 164, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2023 ;

Vu l'avis de Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 14 septembre 2021 ;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 20 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2022 ;

Vu l'avis 71.553/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 28 septembre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> la S.W.L. : la Société wallonne du Logement ;

3<sup>o</sup> la société : la société de logement de service public ;

4<sup>o</sup> le coût du logement : le montant des dépenses nécessaires à la création d'un logement d'insertion comprenant: le coût la prise de droit réels sur un bien immobilier, des travaux de construction, réhabilitation, restructuration, adaptation, tous frais, honoraires et taxes compris, à l'exclusion du coût des démolitions éventuelles des constructions situées à la place de la nouvelle construction, de la valeur du terrain, du coût de l'aménagement des abords et des aides obtenues en application d'autres réglementations ;

5<sup>o</sup> le coût maximum autorisé : le montant théorique qui ne peut pas être dépassé par le coût du logement déterminé au moment de l'approbation par la S.W.L. du résultat de la mise en concurrence des travaux ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

6<sup>o</sup> le coût total d'une opération : la somme des coûts de chaque logement prévu dans le cadre de l'opération à l'approbation du résultat de mise en concurrence des travaux par la S.W.L. ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

7<sup>o</sup> les honoraires : la somme des coûts des auteurs de projet, des études techniques, de la coordination de sécurité et de santé, du responsable PEB, de la certification PEB, des audits logement et des études environnementales ;

8<sup>o</sup> les frais : les frais comprennent le coût des essais de sol ou des essais prévus au cahier des charges, les raccordements, les révisions de prix, les imprévus liés à la nature du sol ou à l'état du bâtiment existant ;

9<sup>o</sup> le programme : tout programme de création de logements approuvé et subsidié par le Gouvernement ;

10<sup>o</sup> le parachèvement minimum : le logement comprend au minimum, pour chaque pièce d'habitation, un revêtement de sol souple ou rigide, des murs, cloisons, plafond et faux-plafond prêt à peindre ou fini et des portes de séparation entre les pièces de nuit et les autres pièces ;

11<sup>o</sup> l'équipement minimum : le logement comprend au minimum, un système de chauffage incorporé et un système de ventilation adaptés et dimensionnés en fonction de la performance énergétique du bâtiment, une cuisine composée au minimum d'un meuble avec évier, une salle de bains disposant d'une douche ou d'une baignoire alimentée en eau chaude, d'un WC incorporé à l'habitation pour les logements jusque trois chambres et un second WC, localisé dans la salle de bains ou non, à partir de quatre chambres ;

12<sup>o</sup> les locaux de service communs : les locaux qui sont destinés à l'entreposage des ordures ménagères et à l'entreposage de véhicules deux roues et voiturettes pour enfants ;

13° l'énergie décarbonée : la source d'énergie qui n'émet pas de dioxyde de carbone ;

14° le matériau biosourcé : le matériau dont le pourcentage massique issu de la biomasse végétale ou animale est égal ou supérieur aux seuils arrêtés par le ministre ;

15° le matériau recyclé : le matériau dont le pourcentage massique issu de matière récupérée est supérieur à vingt pour cent ;

16° le matériau de réemploi : le matériau ou élément de construction issu de déconstruction, réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 12°, le local permettant d'entreposer les ordures ménagères et le local permettant d'entreposer des véhicules deux-roues et des voitures d'enfants répondent aux exigences suivantes :

1° ils se ferment et sont protégés des intempéries et aisément accessibles par les habitants de l'immeuble ;

2° ils sont localisés de manière à permettre aisément l'accès à la voie publique et sont indépendants des parkings ;

3° ils sont distincts, ont chacun une dimension suffisante compte tenu du nombre de logements et, en ce qui concerne le local à ordures, permettant le stockage sélectif des ordures ménagères.

**Art. 2.** La S.W.L. peut accorder une subvention à la société, pour une opération visée à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Habitation durable, afin de créer un ou plusieurs logements d'insertion sur un terrain situé le long d'une voirie équipée ou bénéficiant d'un financement pour être équipé dans la mesure où les travaux éligibles ne sont pas pris en charge par des pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est destinée à couvrir, en tout ou en partie, le coût du logement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 2 est fixée à :

1° 85.000 € pour un studio ;

2° 105.000 € pour un logement d'une chambre ;

3° 120.000 € pour un logement de deux chambres ;

4° 135.000 € pour un logement de trois chambres ;

5° 165.000 € pour un logement de quatre chambres ;

6° 180.000 € pour un logement de cinq chambres ou plus.

Pour le logement ayant recours à l'utilisation de matériaux biosourcés pour un coût total hors frais supérieur à trente pour cent du coût du logement hors frais, honoraires et taxes, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est augmentée de 5.000 € par logement.

Pour le logement ayant recours à l'utilisation de matériaux recyclés ou de réemploi pour un coût total hors frais supérieur à vingt pour cent du coût du logement hors frais, honoraires et taxes, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est augmentée de 5.000 € par logement.

Pour le logement ayant recours à un approvisionnement d'énergie décarbonée pour les besoins de chaleur pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est augmentée de 1.000 € par logement.

Pour le logement développant un système de production d'énergie renouvelable couvrant au minimum cinquante pour cent de la consommation théorique totale d'énergie primaire du logement, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est augmentée de 3.000 €.

Lorsque le coût du logement est inférieur au montant de la subvention fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention ne peut pas dépasser cent pour cent du coût du logement. Le cas échéant, elle est réduite du surplus constaté au regard du résultat de la mise en concurrence des travaux.

§ 2. Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de réviser les montants des subventions fixés au § 1<sup>er</sup> lors de l'approbation de chaque programme du Gouvernement wallon ou en cas d'observation d'une évolution des coûts de la construction.

Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de prévoir un complément aux montants des subventions fixés au § 1<sup>er</sup> sur base des priorités qu'il fixe dans un programme.

Le bâtiment acheté, construit, réhabilité, restructuré ou adapté, visé à l'article 2, peut être affecté en partie à une autre destination que le logement d'utilité publique, conformément aux dispositions du Code wallon de l'Habitation durable et avec l'accord formel de la S.W.L.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le bénéfice de la subvention visée à l'article 2 est subordonné au respect des conditions visées aux paragraphes 2 à 20.

§ 2. L'opération visée à l'article 2 est reprise dans un programme.

§ 3. La société utilise tout au long du processus immobilier de création des logements, les documents administratifs mis à disposition par la S.W.L..

§ 4. Le logement atteint les performances thermiques, énergétiques et environnementales correspondant au minimum exigé par les réglementations en vigueur au moment de l'introduction de la demande de permis d'urbanisme.

§ 5. Le logement bénéficie d'un parachèvement et d'un équipement minimum.

§ 6. Le logement bénéficie d'une installation d'un système de récupération de l'eau de pluie et de valorisation par des points de puisage au minimum dans les espaces communs, les caves, les garages et abords extérieurs.

§ 7. L'immeuble à appartements ou à logements multiples de plus de trois logements bénéficient des locaux de service communs.

Pour les opérations visant la restructuration, réhabilitation ou adaptation de bâtiment existant en plusieurs logements, moyennant motivation de la société, la S.W.L. peut autoriser la non-réalisation du local destiné à l'entreposage des ordures ménagères pour autant qu'un espace soit prévu à cet effet dans chaque logement situé dans le bâtiment restructuré, réhabilité ou adapté.

§ 8. Le logement est conforme aux critères définis par le Gouvernement en matière de salubrité des logements.

§ 9. Dès son acquisition, la société prend toute mesure conservatoire à l'égard du bâtiment, pour les opérations visant la restructuration, réhabilitation ou adaptation de bâtiment existant.

Le coût de l'acquisition du bâtiment est pris en charge, pour autant que l'acte authentique d'achat date de moins de quatre ans par rapport à la date d'octroi de la subvention.

§ 10. Le coût maximum autorisé par logement est fixé à :

- 1° 110.000 € pour un studio ;
- 2° 140.000 € pour un logement d'une chambre ;
- 3° 170.000 € pour un logement de deux chambres ;
- 4° 200.000 € pour un logement de trois chambres ;
- 5° 240.000 € pour un logement de quatre chambres ;
- 6° 270.000 € pour un logement de cinq chambres ou plus.

Les montants maximums autorisés par logement sont majorés le cas échéant, des augmentations aux montants des subventions fixés à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, et des compléments en application de l'article 3, paragraphe 2, alinéa 2.

Pour les immeubles à appartements ou à logements multiples, le coût des espaces communs et le coût des locaux de service communs sont inclus dans le coût des logements.

Le coût maximum autorisé par opération correspond à la somme des coûts maximums autorisés par logement.

Le coût du logement, comprenant le coût du parachèvement minimum et de l'équipement minimum, calculé sur la base du résultat de la mise en concurrence du marché de travaux, peut excéder le coût maximum autorisé par logement pour autant que le coût maximum par opération soit respecté.

§ 11. Le Gouvernement peut déléguer au Ministre, la possibilité de réviser les montants fixés aux § 10 lorsque les montants visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, sont revus en fonction de l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou en cas d'observation d'une évolution des coûts de la construction.

§ 12. Lorsque le coût total d'une opération calculé sur la base du résultat de la mise en concurrence du marché de travaux dépasse de maximum vingt pour cent le coût maximum autorisé par opération visé au paragraphe 10, la S.W.L. peut, sur demande motivée de la société, accorder une dérogation aux montants visés aux paragraphes 10. La S.W.L. transmet sa décision motivée au ministre et à la société.

Au-delà de vingt pour cent de dépassement du coût maximum autorisé par opération visé au paragraphe 10, aucune dérogation n'est possible.

§ 13. Le dossier d'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception des logements créés est soumis, pour approbation, à la S.W.L.

L'analyse de la S.W.L. porte sur le respect des prescrits réglementaires et l'atteinte du programme ainsi que sur les aspects coût du dossier.

Le dossier destiné à la mise en concurrence des travaux ou de la conception et réalisation des travaux relatif aux logements à créer est envoyé à la S.W.L. Sauf dans le cas d'un dossier élaboré sur base d'un marché public de conception et de construction, le dossier destiné à la mise en concurrence des travaux peut uniquement être soumis pour autant qu'un dossier d'avant-projet relatif aux logements à créer ait été approuvé par la S.W.L. et que la société dispose d'un permis d'urbanisme valide.

Le dossier contenant le résultat de la mise en concurrence des travaux ou de la conception et de réalisation des travaux relatif aux logements à créer est soumis, pour approbation, à la S.W.L. Le dossier contenant le résultat de la mise en concurrence des travaux peut uniquement être soumis pour autant qu'un dossier destiné à la mise en concurrence des travaux ou de la conception et de réalisation des travaux relatif aux logements à créer ait été approuvé par la S.W.L.

En cas d'acquisition sur plan ou de logements construits et ne nécessitant pas de travaux, la société soumet à la S.W.L. un dossier de demande de prise de droits réels.

§ 14. L'échéance de validité de la subvention notifiée visée à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, est précisée dans les modalités de mise en œuvre des programmes. Cette échéance porte sur la date ultime de réception par la S.W.L. de l'ensemble des résultats de mise en concurrence des travaux relatifs aux logements à créer.

A la demande motivée de la société avant l'échéance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la S.W.L. peut accorder un délai supplémentaire global de maximum dix-huit mois pour le dépôt de l'ensemble des résultats de mise en concurrence des travaux relatifs à l'opération de logements à créer. L'octroi de ce délai est uniquement possible dans la mesure où la société a introduit sa demande de permis d'urbanisme auprès de l'administration compétente.

Au-delà des échéances visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la validité de la subvention est définitivement échue.

§ 15. A l'exception des travaux conservatoires ou de sauvegarde, les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'écoulement du délai au cours duquel la S.W.L. peut suspendre ou annuler le marché ni en cas de suspension du marché par la S.W.L. L'ordre de commencer les travaux est donné dans les trois mois à dater de l'échéance du délai précité ou à dater de l'autorisation, par la S.W.L., d'attribuer les travaux.

§ 16. Préalablement au dépôt à la S.W.L. du dossier destiné à la mise en concurrence principale des travaux, la société dispose des droits réels sur le terrain ou sur le bâtiment à restructurer, réhabiliter ou adapter ainsi que des autorisations d'urbanisme nécessaires.

§ 17. Le logement est occupé pendant une durée de trente ans en tant que logement d'insertion à dater de sa première occupation. Lors d'un transfert de propriété du logement, cette affectation est maintenue pour la durée restante.

§ 18. La société garantit au ménage, pendant la durée de l'hébergement, l'accès à l'accompagnement social tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>ter</sup>, du Code wallon de l'Habitation durable.

§ 19. Chaque année, pour le 1<sup>er</sup> mars au plus tard, la société adresse à la S.W.L. un rapport sur le déroulement de l'opération et ce, pendant toute la durée de l'affectation du logement en logement d'insertion. Ce rapport est établi selon le modèle fourni par la S.W.L.. Il porte sur la situation sociale des ménages, sur les montants payés pour l'occupation de leur logement, ainsi que sur les modalités de l'accompagnement social dont ils bénéficient.

§ 20. Endéans les trois mois consécutifs aux échéances visées au paragraphe 14, la S.W.L. communique au Ministre la liste des projets hors délai.

Le Ministre peut proposer au Gouvernement la réaffectation de la subvention.

**Art. 5.** Le montant définitif de la subvention par logement est fixé dans la notification du résultat de la mise en concurrence des travaux par la S.W.L. à l'exception des marchés de conception et de construction pour lesquels la subvention est fixée après obtention du permis d'urbanisme.

En cas d'acquisition sur plan ou de logements construits et ne nécessitant pas de travaux, le montant de la subvention est fixé sur la base du dossier de demande de prise de droits réels visé à l'article 4, § 13.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le financement de la création de logements d'insertion est assuré par le montant de la subvention visé à l'article 3 et par les avances consenties par la S.W.L. ou les disponibilités de la société, dont l'affectation est préalablement autorisée par la S.W.L.

§ 2. La S.W.L. assure le financement complémentaire à la subvention visée à l'article 2 par le biais d'emprunts garantis par la Région conformément à l'article 135 du Code wallon de l'Habitation durable.

Le Gouvernement wallon arrête un règlement des avances réglant le calcul :

1° du montant des avances ;

2° du montant du remboursement ;

3° des annuités, du taux annuel, de leur progression et de leur prise de cours ;

4° de la déduction des intérêts.

**Art. 7.** La S.W.L. libère la subvention et le financement complémentaire aux sociétés sur la base des factures à honorer par celles-ci au fur et à mesure de l'exécution du programme.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Pour être admis dans le logement, le ménage relève de la catégorie 1 visée à l'article 1<sup>er</sup>, 29°, du Code wallon de l'Habitation durable.

Le montant mensuel des ressources du ménage, visé à l'article 1<sup>er</sup>, 29°, c), du Code wallon de l'Habitation durable, faisant l'objet d'une guidance auprès d'un service de médiation de dettes ne dépasse pas cent vingt pour cent du montant du revenu minimum d'intégration correspondant à la composition de ce ménage.

§ 2. Le ménage demandeur introduit un dossier de demande auprès de la société. Ce dossier contient tous les documents attestant de sa composition de ménage, de ses revenus et ressources ainsi que de tout document établissant les motifs de sa demande.

§ 3. La société est responsable du traitement, au sens du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE, pour le traitement des données à caractère personnel.

§ 4. Les données sont conservées pour une période de cinq ans après la fin de l'occupation. Cette durée peut être prolongée, pour la durée nécessaire, en cas de recours ou de contestation.

**Art. 9.** Le loyer mensuel ne peut pas être supérieur à vingt pour cent :

1° des revenus mensuels du ménage visé à l'article 1<sup>er</sup>, 29°, a) ou b), du Code wallon de l'Habitation durable ;

2° des ressources mensuelles du ménage visé à l'article 1<sup>er</sup>, 29°, c), du Code wallon de l'Habitation durable.

Ce montant englobe toutes les charges, à l'exception de celles relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité, au chauffage, à la télédistribution et au téléphone.

Le contrat de bail a une durée minimale de trois ans et, pour le surplus, est réglé par les dispositions relatives aux baux relatifs à la résidence principale du preneur contenues dans le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

Le Ministre détermine le modèle du contrat de bail.

**Art. 10.** Le montant à rembourser par le bénéficiaire, en cas de non-respect des conditions d'octroi de la subvention, est fixé par la formule suivante :

$$R = (1 - (D/30)^2) \times M$$

où :

R = le montant du remboursement ;

D = la durée, en années, pendant laquelle les conditions ont été respectées ;

M = le montant de la subvention.

**Art. 11.** L'arrêté du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2015, est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'arrêté du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements d'insertion, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2015 reste d'application pour les programmes approuvés par le Gouvernement wallon avant l'année 2021.

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mars 2023.

**Art. 13.** Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42072]

**10 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de oprichting van integratiewoningen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse wetboek Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 1, 29°, eerste lid, c), eerste lid, 62, § 2, 63, 68, 96, eerste lid, 135 en 164, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij de “Société wallonne du Logement” een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de oprichting van integratiewoningen;

Gelet op het rapport van 11 december 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 2014 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2023;

Gelet op het advies van de “Union des villes et communes de Wallonie” (Unie van de Waalse steden en gemeenten, uitgebracht op 14 september 2021;

Gelet op het advies van de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 20 september 2021;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 maart 2022;

Gelet op advies nr. 71.553/4 van de Raad van State, gegeven op 7 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Huisvesting”, gegeven op 28 september 2021;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister: de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° “S.W.L.”: de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

3° maatschappij: de openbare huisvestingsmaatschappij;

4° kostprijs van de woning: het bedrag van de uitgaven die nodig zijn voor de oprichting van een integratiewoning, met inbegrip van de kosten voor de verwerving van de zakelijke rechten op een onroerend goed, de bouw, de renovatie, de herstructurering, de aanpassing, alle kosten, honoraria en belastingen inbegrepen, met uitzondering van de kostprijs van de eventuele sloop van de gebouwen die op de plaats van de nieuwe woning gelegen zijn, de waarde van het terrein, de kostprijs van de inrichting van de omgeving en de tegemoetkomingen verkregen overeenkomstig andere regelgevingen;

5° maximale toegelaten kostprijs : het theoretische bedrag dat niet kan worden overschreden door de kostprijs van de woning die wordt vastgesteld op het ogenblik van de goedkeuring door de “S.W.L.” van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken of, in geval van verwerving op plan of van woningen die worden gebouwd zonder dat werken nodig zijn, van de verwerving van zakelijke rechten;

6° totale kostprijs van een verrichting : de som van de kostprijzen van elke woning die in het kader van de verrichting is gepland na goedkeuring van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken door de “S.W.L.” of, in geval van verwerving op plan of van woningen die worden gebouwd zonder dat werken nodig zijn, de verwerving van zakelijke rechten;

7° honoraria: de som van de kostprijs van de projectontwerpers, de technische studies, de coördinatie inzake veiligheid en gezondheid, de EPG-verantwoordelijke, de EPG-certificering, de huisvestingsaudits en de milieuonderzoeken;

8° kosten: de kosten omvatten de kostprijs van de bodemtests of de tests voorzien in het bestek, de aansluitingen, de prijssherzingen, de onvoorziene omstandigheden in verband met de aard van de bodem of de staat van het bestaande gebouw;

9° programma: : elk door de Regering goedgekeurd en gesubsidieerd programma voor de oprichting van woningen;

10° minimumafwerking : de woning omvat voor elke leefkamer een soepele of harde bodembedekking, wanden, scheidingswanden, plafond en verlaagde plafonds die klaar zijn om geschilderd of afgewerkt te worden en ook deuren . Daarin inbegrepen zijn eveneens de deuren die de nachtvertrekken van de andere vertrekken scheiden;

11° minimumuitrusting: de woning omvat minstens een ingebouwd verwarmingssysteem en een ventilatiesysteem aangepast en gedimensioneerd volgens de energieprestatie van het gebouw, een keuken met minstens één kast en een gootsteen, een badkamer met een douche of een badkuip voorzien van warm water, een in de woning ingebouwd toilet voor woningen met maximaal drie slaapkamers en een tweede toilet, al dan niet in de badkamer, voor woningen met vier of meer slaapkamers;

12° gemeenschappelijke dienstlokalen: de gemeenschappelijke dienstlokalen die dienen voor het onderbrengen van huisvuil en tweewielers en kinderwagens;

13° koolstofvrije energie: de energiebron die geen koolstofdioxide uitstoot;

14° biogebaseerd materiaal: het materiaal waarvan het massapercentage afkomstig van plantaardige of dierlijke biomassa gelijk is aan of hoger is dan de drempelwaarden die door de Minister zijn vastgesteld;

15° gerecycleerd materiaal: het materiaal waarvan het massapercentage afkomstig van teruggewonnen materiaal meer dan 20 % bedraagt;

16° materiaal voor hergebruik: het materiaal of het constructie-element dat het resultaat is van deconstructie en dat wordt hergebruikt voor een gebruik dat identiek is aan dat waarvoor het werd ontworpen.

Met betrekking tot het eerste lid, 12°, voldoen de ruimte voor de opslag van huishoudelijk afval en de ruimte voor de opslag van tweewielers en kinderwagens aan de volgende eisen:

1° zij kunnen worden gesloten en zijn beschermd tegen weersomstandigheden en zijn gemakkelijk toegankelijk voor de bewoners van het gebouw;

2° ze zijn zo gelegen dat ze gemakkelijk toegang verlenen tot de openbare weg en onafhankelijk zijn van parkeerterreinen;

3° ze zijn gescheiden, ze zijn elk voldoende groot voor het aantal woningen en, wat de vuilnisruimte betreft, maken de selectieve opslag van huishoudelijk afval mogelijk.

**Art. 2.** De "S.W.L." kan een toelage aan de maatschappij toekennen voor een in artikel 57, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen bedoelde verrichting om één of meerdere integratiewoningen op te richten op een terrein gelegen langs een uitgeruste weg of waarvoor een subsidieaanvraag is ingediend waarvoor financiering wordt ontvangen om te worden uitgerust, voor zover de subsidiabele werken niet door de overheid worden betaald krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

De in het eerste lid bedoelde toelage is bestemd om het geheel of een deel van de kostprijs van de woning te dekken.

**Art. 3.** § 1. De in artikel 2 bedoelde toelage is vastgesteld op:

1° 85.000 euro voor een studio;

2° 105.000 euro voor een woning met één kamer;

3° 120.000 euro voor een woning met twee kamers;

4° 135.000 euro voor een woning met drie kamers;

5° 165.000 euro voor een woning met vier kamers;

6° 180.000 euro voor een woning met vijf kamers of meer.

Voor de woning die gebruik maakt van biogebaseerde materialen voor een totale kostprijs exclusief onkosten hoger dan dertig procent van de kostprijs van de huisvesting exclusief kosten, honoraria en belastingen, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 5.000 euro per woning.

Voor de woning die gerecycleerde of hergebruikte materialen gebruikt voor een totale kostprijs exclusief onkosten van meer dan twintig procent van de kostprijs van de huisvesting exclusief kosten, honoraria en belastingen, wordt de toelage bedoeld in lid 1 verhoogd met 5.000 euro per woning.

Voor de woning die voor de warmtebehoefte voor verwarming en warm sanitair water gebruik maakt van een koolstofarme energievoorziening, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 1.000 euro per woning.

Voor de woning die een systeem voor de opwekking van hernieuwbare energie ontwikkelt dat ten minste vijftig procent van het totale theoretische primaire energieverbruik van de huisvesting dekt, wordt de toelage, bedoeld in het eerste lid, verhoogd met 3.000 euro.

Wanneer de kostprijs van de woning lager is dan het bedrag van de toelage bedoeld in het eerste lid, mag de toelage niet hoger zijn dan 100% van de kostprijs van de woning. In voorkomend geval wordt de toelage verminderd met het overschot dat is vastgesteld op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken met deze kostprijs.

§ 2. De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om de in § 1 vastgestelde bedragen van de toelagen te herzien bij de goedkeuring van elk programma van de Waalse Regering of ingeval een wijziging van de bouwkosten wordt vastgesteld.

De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om te voorzien in een aanvulling op de in § 1 bepaalde bedragen van de toelagen op basis van de prioriteiten die zij in een programma vastlegt.

Het gebouw dat wordt aangekocht, gebouwd, hersteld, verbouwd of aangepast, zoals bedoeld in artikel 2, kan gedeeltelijk worden gebruikt voor een andere bestemming dan de woning van openbaar nut, overeenkomstig de bepalingen van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en met het formele akkoord van de "S.W.L."

**Art. 4.** § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de in artikel 2 bedoelde toelage, moet worden voldaan aan de voorwaarden bedoeld in de §§ 2 tot 20.

§ 2. De in artikel 2 bedoelde verrichting wordt in een programma opgenomen.

§ 3. De maatschappij gebruikt de door de "S.W.L." verstrekte administratieve documenten gedurende het gehele onroerend goed proces van het creëren van de woningen.

§ 4. De woning levert thermische, energetische en milieuprestaties die overeenkomen met het minimum dat vereist wordt door de regelgeving die van kracht is op het moment dat de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning wordt ingediend.

§ 5. De woning moet afgewerkt zijn en over een minimumuitrusting beschikken.

§ 6. De woning heeft baat bij de installatie van een systeem voor het opvangen en terugwinnen van regenwater door middel van aftappunten in ten minste de gemeenschappelijke ruimten, kelders, garages en externe omgeving.

§ 7. De appartements- of flatgebouwen met meer dan drie woningen moeten beschikken over dienstlokalen.

Voor handelingen die, mits motivatie van de maatschappij, tot doel hebben een bestaand gebouw te herstructureren, te renoveren of aan te passen tot meerdere woningen, kan de "S.W.L." toestaan dat de ruimte bestemd voor de opslag van huishoudelijk afval niet wordt gerealiseerd, op voorwaarde dat in elke woning die zich in het gerenoveerde, geherstructureerde of aangepaste gebouw bevindt, een ruimte voor dit doel wordt voorzien.

§ 8. De woning beantwoordt aan de criteria die door de Regering inzake gezondheid van de woningen bepaald zijn.

§ 9. Zodra het gebouw is verworven, neemt de maatschappij alle bewarende maatregelen ten aanzien van het gebouw, voor handelingen die gericht zijn op de herstructurering, het herstel of de aanpassing van een bestaand gebouw.

De kostprijs voor de verwerving van het gebouw wordt overgenomen voor zover de authentieke aankoopakte van minder dan vier jaar dateert ten opzichte van de datum van toekenning van de toelage.

§ 10. De maximale toegelaten kostprijs per woning is vastgesteld op:

- 1° 110.000 euro voor een studio;
- 2° 140.000 euro voor een woning met één kamer;
- 3° 170.000 euro voor een woning met twee kamers;
- 4° 200.000 euro voor een woning met drie kamers;
- 5° 240.000 euro voor een woning met vier kamers;
- 6° 270.000 euro voor een woning met vijf kamers of meer.

De per woning toelaten maximumbedragen worden in voorkomend geval verhoogd met de verhogingen van de bedragen van de toelagen, vastgesteld in artikel 3, § 1, en met de aanvullingen ingevolge artikel 3, § 2, tweede lid.

Voor de appartementsblokken of meervoudige woningen zijn de kostprijs van de gemeenschappelijke ruimten en de kosten van de gemeenschappelijke dienstlokalen inbegrepen in de kostprijs van de woningen.

De maximale toegelaten kostprijs per verrichting stemt overeen met de som van de per woning maximale toegelaten kosten.

De kostprijs van de woning die de kostprijs van de minimale voltooiing en van de minimale uitrusting omvat en die berekend wordt op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de opdracht voor aanneming van werken, kan de per woning toegelaten maximale kostprijs overschrijden voor zover de per verrichting maximale kostprijs nageleefd wordt.

§ 11. De Regering kan aan de Minister de mogelijkheid delegeren om de in § 10 bepaalde bedragen te herzien wanneer de in artikel 3, § 1, bedoelde bedragen worden herzien overeenkomstig artikel 3, § 2, eerste lid, of in geval van vaststelling van een wijziging van de bouwkosten.

§ 12. Wanneer de totale kostprijs van een verrichting berekend op grond van het resultaat van het in mededinging stellen van de opdracht voor werken met maximum 20 % hoger is dan de per verrichting maximale toegelaten kostprijs bedoeld in § 10, kan de "S.W.L." op gemotiveerd verzoek van de maatschappij een afwijking van de in § 10 bedoelde bedragen toekennen. De "S.W.L." maakt haar beslissing aan de Minister en aan maatschappij over.

Indien de in § 10 bedoelde maximale toegelaten kostprijs per verrichting met meer dan 20 % worden overschreden, is geen afwijking mogelijk.

§ 13. Het dossier voor het stedenbouwkundig en architectonisch voorontwerp met betrekking tot het ontwerp van de gebouwde woningen wordt ter goedkeuring aan de "S.W.L." voorgelegd.

De analyse door de "S.W.L." heeft betrekking op de naleving van de reglementaire voorschriften en de verwezenlijking van het programma, alsook op de kostenaspecten van het dossier.

Het dossier bestemd voor de aanbesteding van de werken of het ontwerp en de uitvoering van de werken met betrekking tot de te creëren woningen wordt naar de S.W.L. gestuurd. Behalve in het geval van een dossier dat is opgesteld op basis van een overheidsopdracht voor ontwerp en bouw, kan het dossier voor het in mededinging stellen van de werken slechts worden ingediend indien een voorontwerpdossier betreffende de te creëren woningen door de "S.W.L." is goedgekeurd en de maatschappij over een geldige stedenbouwkundige vergunning beschikt.

Het dossier met het resultaat van de aanbesteding van de werken of het ontwerp en de uitvoering van de werken met betrekking tot de te creëren woningen wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de "S.W.L." Het dossier met het resultaat van de aanbesteding van de werken mag slechts worden ingediend indien een dossier voor de aanbesteding van de werken of het ontwerp en de uitvoering van de werken met betrekking tot de te creëren woningen door de "S.W.L." is goedgekeurd.

In geval van verwerving op plan of van gebouwde woningen waarvoor geen werken nodig zijn, dient de maatschappij bij de "S.W.L." een dossier in met het verzoek om verwerving van zakelijke rechten.

§ 14. De geldigheidstermijn van de in artikel 3, § 1, bedoelde aangemelde toelage wordt nader bepaald in de uitvoeringsmodaliteiten van de programma's. Deze termijn heeft betrekking op de uiterste datum van ontvangst door de "S.W.L." van alle resultaten van het in mededinging stellen van de werken betreffende de te bouwen woningen.

Op met redenen omkleed verzoek van de operator vóór het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn, kan de "S.W.L." een aanvullende globale termijn van ten hoogste achttien maanden toestaan voor de indiening van alle resultaten van de het in mededinging stellen van de werken met betrekking tot het op te richten woningbouwproject. Deze termijn kan alleen worden toegekend als de maatschappij haar aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning bij de bevoegde administratie heeft ingediend.

Na de in de leden 1 en 2 genoemde termijnen vervalt de geldigheid van de toelage definitief.

§ 15. Met uitzondering van beschermings- of vrijwaringswerken, mogen de werken niet worden aangevat vóór het verstrijken van de termijn waarbinnen de "S.W.L." de opdracht kan schorsen of opzeggen, noch in geval van schorsing van de opdracht door de "S.W.L." De opdracht tot het aanvangen van de werken wordt gegeven binnen drie maanden na het verstrijken van voornoemde termijn of van de machtiging van de "S.W.L." om de werken te gunnen.

§ 16. Voorafgaand aan de indiening bij de "S.W.L." van het dossier bestemd voor het in mededinging stellen van de werken, beschikt de maatschappij over de reële rechten op de te herstructureren, te renoveren of aan te passen terreinen of gebouwen, alsook over de nodige stedenbouwkundige vergunningen.

§ 17. De woning wordt gedurende dertig jaar als integratiewoning bewoond vanaf de datum van de eerste ingebruikneming. In geval van eigendomsoverdracht van de woning blijft deze toewijzing behouden voor de resterende periode.

§ 18. De onderneming garandeert het huishouden, voor de duur van de woning, toegang tot sociale steun zoals bedoeld in artikel 1, 11<sup>ter</sup>, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

§ 19. Elk jaar, uiterlijk op 1 maart, zendt de maatschappij aan de "S.W.L." een verslag over de voortgang van de exploitatie voor de gehele duur van de toewijzing van de woning als integratiewoning. Dit verslag wordt opgesteld volgens het door de "S.W.L." verstrekte model. Het heeft betrekking op de sociale situatie van de huishoudens, de bedragen die voor het betrekken van hun woning zijn betaald en de sociale steun die zij ontvangen.

§ 20. Binnen drie maanden na de in § 14 bedoelde termijnen moet de "S.W.L." aan de Minister de lijst meedelen van de projecten die de termijn niet hebben gehaald.

De Minister kan aan de Regering voorstellen om de toelage anders aan te wenden.

**Art. 5.** Het definitieve bedrag van de subsidie per woning wordt vastgesteld bij de kennisgeving van het resultaat van het in mededinging stellen van de werken door de "S.W.L.", met uitzondering van ontwerp- en bouwopdrachten waarvoor de subsidie wordt vastgesteld nadat de stedenbouwkundige vergunning is verkregen.

In geval van verwerving op plan of van gebouwde woningen waarvoor geen werken nodig zijn, wordt het bedrag van de toelage vastgesteld op basis van de aanvraag tot verwerving van zakelijke rechten bedoeld in artikel 4, § 13.

**Art. 6.** § 1. De financiering van oprichting van integratiewoningen wordt verzekerd door het toelagebedrag bedoeld in artikel 3 en de door de voorschotten van de "S.W.L." of de beschikbare gelden van de maatschappij, waarvan de aanwending eerst goedgekeurd wordt door de "S.W.L."

§ 2. De "S.W.L." voorziet in de financiering ter aanvulling van de in artikel 2 bedoelde toelage door de opbrengst van leningen die door het Gewest gedekt worden overeenkomstig artikel 135 van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

De Waalse Regering voorziet in een regeling van de voorschotten met het oog op de berekening van :

1° het bedrag van de voorschotten;

2° het bedrag van de terugbetaling;

3° de annuïteiten, de jaarlijkse rentevoet, de progressie en gangbare looptijd ervan ;

4° de verschuldigde interesten.

**Art. 7.** De "S.W.L." geeft de toelage en aanvullende financiering vrij aan de maatschappijen op basis van de door hen te betalen facturen naarmate het programma wordt uitgevoerd.

**Art. 8.** § 1. Om toegelaten te worden tot de woning moet het huishouden behoren tot categorie 1 zoals bedoeld in artikel 1, 29°, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

Het maandelijks bedrag van de middelen van het huishouden, bedoeld in artikel 1, 29, c, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, dat begeleid wordt door een dienst voor schuldbemiddeling mag niet hoger zijn dan 120 % van het leefloon dat overeenstemt met de samenstelling van dit huishouden.

§ 2. Het verzoekende huishouden dient een aanvraagdossier in bij de maatschappij. Dit dossier bevat alle documenten ter staving van de samenstelling van het huishouden, zijn inkomsten en middelen, alsook elk document dat de redenen voor zijn aanvraag vaststelt.

§ 3. Wat de verwerking van persoonsgegevens betreft, is de maatschappij verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 4. De gegevens worden bewaard gedurende een periode van vijf jaar na het einde van het beroep. Deze periode kan zo lang als nodig is worden verlengd in geval van beroep of bezwaar.

**Art. 9.** De maandelijks huur mag niet meer bedragen dan twintig procent:

1° van het maandinkomen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29, a) of b), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

2° van de maandelijks middelen van het gezin bedoeld in artikel 1, 29°, c), van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen.

In dat bedrag zijn alle lasten vervat, behalve die met betrekking tot water, gas, elektriciteit, verwarming, teledistributie en telefoon.

De huurovereenkomst loopt minstens drie jaar en wordt, voor het overige, geregeld krachtens de bepalingen betreffende huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdwoning van de huurder opgenomen in het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

De Minister bepaalt het model van huurovereenkomst.

**Art. 10.** Het bedrag dat door de begunstigde bij niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden voor de toelage terugbetaald moet worden, wordt vastgesteld door volgende formule:

$$R = (1 - (D/30)^2) \times M$$

waarbij :

R = het terug te betalen bedrag ;

D = de in jaren uitgedrukte periode waarin de voorwaarden werden vervuld ;

M = het bedrag van de toelage.

**Art. 11.** Het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de oprichting van integratiewoningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2015, wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijft het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2012 waarbij de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) een tegemoetkoming aan de openbare huisvestingsmaatschappijen verleent voor de oprichting van integratiewoningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2015, van toepassing op programma's die vóór 2021 door de Waalse Regering zijn goedgekeurd.



**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2023.

**Art. 13.** De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:  
De Minister-President,  
E. DI RUPO  
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42073]

**10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 1<sup>er</sup>, 29<sup>o</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, c), alinéa 1<sup>er</sup>, 62, § 2, 63, 68, 96, alinéa 1<sup>er</sup>, 135 et 164, § 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2012 relatif à l'octroi par la Société wallonne du logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de la création de logements de transit ;

Vu le rapport du 11 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2023 ;

Vu l'avis de Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 14 septembre 2021 ;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 20 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2022 ;

Vu l'avis 71.556/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 28 septembre 2021 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> la S.W.L. : la Société wallonne du Logement ;

3<sup>o</sup> la société : la société de logement de service public ;

4<sup>o</sup> le coût du logement : le montant des dépenses nécessaires à la création d'un logement de transit comprenant: le coût la prise de droit réels sur un bien immeuble, des travaux de construction, de réhabilitation, restructuration, adaptation, tous frais, honoraires et taxes compris, à l'exclusion du coût des démolitions éventuelles des constructions situées à la place de la nouvelle construction, de la valeur du terrain, du coût de l'aménagement des abords et des aides obtenues en application d'autres réglementations ;

5<sup>o</sup> le coût maximum autorisé : le montant théorique qui ne peut pas être dépassé par le coût du logement déterminé au moment de l'approbation par la S.W.L. du résultat de la mise en concurrence des travaux ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

6<sup>o</sup> le coût total d'une opération : la somme des coûts de chaque logement prévu dans le cadre de l'opération à l'approbation du résultat de mise en concurrence des travaux par la S.W.L. ou, en cas d'acquisition sur plan ou de logements construits ne nécessitant pas de travaux, de la prise de droits réels ;

7<sup>o</sup> les honoraires : la somme des coûts des auteurs de projet, des études techniques, de la coordination de sécurité et de santé, du responsable PEB, de la certification PEB, des audits logement et des études environnementales ;

8<sup>o</sup> les frais : les frais comprennent le coût des essais de sol ou des essais prévus au cahier des charges, les raccordements, les révisions de prix, les imprévus liés à la nature du sol ou à l'état du bâtiment existant ;

9<sup>o</sup> le programme : tout programme de création de logements approuvé et subsidié par le Gouvernement ;

10<sup>o</sup> le parachèvement minimum : le logement comprend au minimum, pour chaque pièce d'habitation, un revêtement de sol souple ou rigide, des murs, cloisons, plafond et faux-plafond prêt à peindre ou finis et des portes de séparation entre les pièces de nuit et les autres pièces ;

11<sup>o</sup> l'équipement minimum : le logement comprend au minimum, un système de chauffage incorporé et un système de ventilation adaptés et dimensionnés en fonction de la performance énergétique du bâtiment, une cuisine composée au minimum d'un meuble avec évier et d'une taque de cuisson, une salle de bains disposant d'une douche ou d'une baignoire alimentée en eau chaude, d'un WC incorporé à l'habitation pour les logements jusque trois chambres et un second WC, localisé dans la salle de bains ou non, à partir de quatre chambres ;

12<sup>o</sup> locaux de service communs : les locaux qui sont destinés à l'entreposage des ordures ménagères et à l'entreposage de véhicules deux roues et voiturettes pour enfants ;

13<sup>o</sup> l'énergie décarbonée : la source d'énergie qui n'émet pas de dioxyde de carbone ;

14<sup>o</sup> le matériau biosourcé : le matériau dont le pourcentage massique issu de la biomasse végétale ou animale est égal ou supérieur aux seuils arrêtés par le Ministre ;